

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mexique-L-Initiative-Merida-une-attaque-profonde>

Mexique : L'Initiative Mérida, une attaque profonde

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : jeudi 15 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il y a sept ans, Carlos Montemayor tirait la sonnette d'alarme : l'une des conséquences de l'Initiative Mérida (IM) sur la population et la nation mexicaines serait, affirmait-il « une catastrophique guerre sale ». C'est avec une grande sensibilité historique et analytique que ce spécialiste de l'étude des mouvements armés signalait ce qu'il percevait comme un « démembrement de la conscience citoyenne », élément central du processus de « régression sociale » accompagnant l'arrivée d' « une nouvelle classe politique conjoncturelle » sans aucune vision historique et stratégique « assujettie au mirage néolibéral ».

En s'attachant, avec Blanche Pietrich, à l'analyse du lourd tribut payé par la sécurité nationale du Mexique durant les trois dernières décennies (La Jornada 10/12/07) l'auteur a mis le doigt avec une précision toute chirurgicale, sur l'un des problèmes fondamentaux de l'IM : l'accroissement des groupes para-militaires « qui, en apparence, laisseront les mains propres à l'Armée, jusqu'à ce qu'ils deviennent incontrôlables, comme en Colombie ».

Pour Montemayor, il est indispensable de creuser dans les distorsions conceptuelles de l'IM, signe que le Mexique devra affronter « de sévères complications » plutôt que « des solutions à ses conflits internes », violence, impunité, disparitions, assassinats, pauvreté, inégalités, faim. La manipulation conceptuelle, sous la pression des attaques terroristes non élucidées du 11 septembre et des milliers de millions de dollars de l'astronomique budget du Ministère de la Défense (DoD) étasunien se concrétise par l'adoption de notions telles que « terrorisme », « narco-insurrection », narco-terrorisme » etc, en tant que point central de l'un des piliers de la « nouvelle architecture » de la relation bilatérale en matière de sécurité orientée, comme l'annonce sur son site la délégation diplomatique américaine, pour créer « une structure frontalière du XXIème siècle » sans préciser ce que recouvre « l'espace de [l'Accord de Libre Echange Nord-Américain](#) » (ALENA) et de ce qui se fait en termes de *homeland security* dont la traduction littérale n'est pas « sécurité intérieure », comme on a coutume de le dire, mais « sécurité du sol de la patrie », notion aux relents pour le moins nauséabonds d'un langage national-socialiste, adopté par le tandem Bush/Cheney.

Remarquons que *homeland security* englobe à la fois la dimension de sécurité et la dimension géographique et que l'IM se trouve dans l' « espace de l'ALENA » où opère le Commandement Nord du Pentagone créé après les événements du 11 septembre, qui entraîne, cajole, et impose la ligne directrice aux hauts commandements du Mexique et du Canada. L'opacité juridique qui enveloppe l'IM, une conception géopolitique analysée par José Luis Piñeyro et Carlos Fazio, est d'une importance capitale. Dans « Terrorisme Médiatique » (2013) et autres écrits, Fazio rapporte que Patricia Espinoza, alors Secrétaire des Affaires Etrangères, interrogée par certains députés qui réclamaient l'accès au document de l'IM signé avec les Etats-Unis - qui sont les signataires, à quels accords est-on parvenu, quel est son fondement juridique ? - répondit qu' « il n'existe pas de document paraphé. Il ne s'agit pas d'un traité international ; c'est un document qui reflète l'engagement des deux gouvernements à travailler conjointement ». Devant l'insistance des sénateurs, Espinoza parla « d'engagement politique », « d'entente décisionnelle »... « qui n'ont rien à voir avec les obligations régies par le droit international. Il ne s'agit donc ni d'un traité qui doit être soumis à l'approbation du Sénat (mexicain) ni d'un accord inter-institutionnel, tel que défini par la Loi sur la conclusion des Traités ».

Carlos Fazio nous rappelle que Tony Garza, ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, définit l'Initiative Mérida comme « le projet le plus agressif » jamais mis en oeuvre (par le gouvernement américain) dans l'Hémisphère Occidental. Aujourd'hui la Maison Blanche nous parle de « tournant historique » devant « les menaces qui pèsent sur les citoyens des deux côtés de la frontière ». Qualifier l'IM de « tournant historique » en terme de frontières et de sécurité, ressemble à s'y méprendre au « [Traité de Guadeloupe Hidalgo II](#) », déguisé. Il faut rappeler que le Traité de 1848 a été ratifié par le sénat des Etats-Unis non sans la vive opposition de ceux qui, sous couvert d'une version extensible du destin manifeste, voulaient profiter de l'occasion pour s'emparer de « tout le Mexique ».

Il en va de même aujourd'hui et cette fois, sans sanction législative, puisque la *homeland security* de l' IM inclut la «

création » des frontières du XXIème siècle dans l'espace politique, économique et militaire de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain - Commandement Nord. Allan Bersin, conseiller principal du Département de la Sécurité Intérieure disait en 2012 que (textuellement) « la frontière du Guatemala avec Chiapas, Mexique, est désormais notre frontière sud » (sic). Comme il s'agit de budgets, « faits » et directives, il est urgent, comme le préconisent les experts en droit international, que le gouvernement mexicain apporte une réponse ferme, car il existe toujours le risque de la figure d'acquiescement : l'acceptation tacite des « faits » qui peut devenir la norme juridique.

En plein milieu du désastre de Tlatlaya y Ayotzinapa, qui frappe déjà la conscience des citoyens, le Mexique devra-t-il, en plus, supporter l'Initiative Mérida, ce « tournant historique » en matière de sécurité et de frontières dépourvu de légitimité et de légalité ? L'IM est une catastrophe humaine, une injure et une attaque profonde de la nation. Elle ne doit pas se faire !

[John Saxe-Fernández](#) pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#). Mexique,

***John Saxe-Fernández.** Né au Costa Rica et citoyen mexicain, il est docteur en Etudes Latinoaméricaines de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Premier prix national de journalisme 2008 ; enquêteur National Niveau III ; Coordinateur du programme « Le Monde au XXI ème Siècle » du Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences et Lettres (CEIICH) de l' UNAM. Auteur de nombreux ouvrages et articles publiés en Amérique Latine, au Canada, aux Etats-Unis et en Europe. Parmi eux : « Petroleo y Estrategia » (Mèxico, Siglo XXI 1980) ; « La Compraventa de Mèxico » (Plaza y Janes, Mèxico. 2002) ; « Terror e Imperio » (Arena, México, 2006) ; « La Energía en Mèxico : Situación y Alternativas » (UNAM-CEIICH, Mèxico 2009) - [Ver perfil completo](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, 15 janvier 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.